

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 96

Loi sur l'intégration de l'administration du système électoral

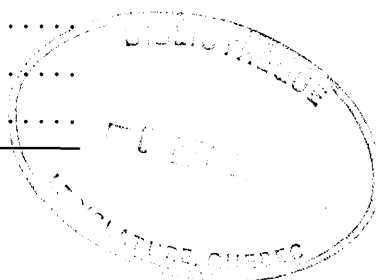
---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---



PRÉSENTÉ PAR

M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la Justice

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi vise à regrouper l'administration du système électoral sous l'autorité du Directeur général des élections en confiant à ce dernier certaines responsabilités supplémentaires à celles qui lui échoient actuellement.*

*À cette fin, la section I du chapitre I abolit les postes de Directeur général du financement des partis politiques et de ses deux adjoints et confie au Directeur général des élections la responsabilité de l'administration du financement des partis politiques. Elle prévoit en conséquence certaines mesures transitoires permettant d'assurer la continuité entre le Directeur général du financement des partis politiques et le Directeur général des élections ainsi que certaines dispositions prévoyant ce qu'il advient du personnel du Directeur général du financement des partis politiques.*

*La section II du chapitre I prévoit, en raison de l'élargissement de son rôle, la possibilité pour le Directeur général des élections de se nommer des adjoints à qui il peut déléguer l'exercice de certains pouvoirs. Les dispositions concernant le Conseil consultatif sont transférées dans la Loi électorale et le rôle de ce dernier est élargi de manière à lui permettre de donner son avis sur toute question relative aux lois dont le Directeur général des élections a la charge. La représentation des partis politiques au sein du Conseil est augmentée de 2 à 3 membres et la majorité des membres forme le quorum du Conseil.*

*Dans le but d'assurer un regroupement efficace de l'administration du système électoral, le chapitre II prévoit que le Directeur général est d'office Président de la Commission de la représentation et qu'il est assisté, dans l'exécution de ses fonctions, d'un adjoint. Il prévoit également que la Commission n'a plus de personnel que celui que lui prête le Directeur général des élections. En conséquence, le personnel de la Commission lors de l'entrée en vigueur de ce projet de loi est rattaché au personnel du Directeur général des élections.*

*Le chapitre III prévoit les modifications qui doivent être apportées à la Loi sur les élections dans certaines municipalités. Il prévoit notamment que:*

*1° les responsabilités dévolues actuellement au Directeur général de la représentation en ce qui a trait à la division des districts électoraux municipaux sont confiées à la Commission de la représentation. Selon l'importance des municipalités ou les circonstances particulières, le Président de la Commission forme des bancs de un ou de plusieurs commissaires;*

*2° les responsabilités dévolues actuellement au Directeur général du financement des partis politiques en ce qui a trait au financement des partis politiques municipaux sont confiées au Directeur général des élections.*

*Le chapitre V confère au Directeur général des élections les pouvoirs et les moyens nécessaires à la réorganisation de son personnel rendue indispensable par ce projet de loi.*

#### LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET

1° la Loi régissant le financement des partis politiques (L.R.Q., chapitre F-2);

2° la Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.1);

3° la Loi sur la représentation électorale (L.R.Q., chapitre R-24.1);

4° la Loi sur les élections dans certaines municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.1);

5° la Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1);

6° le Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27);

7° la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10).



## Projet de loi n° 96

Loi sur l'intégration de l'administration du système électoral

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

### CHAPITRE I

#### DISPOSITIONS CONCERNANT L'INTÉGRATION DE DE L'ADMINISTRATION DU FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

##### SECTION I

LOI RÉGISSANT LE FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

**1.** La Loi régissant le financement des partis politiques (L.R.Q., chapitre F-2) est modifiée par l'insertion, avant l'article 3, du suivant:

«**2.1** Le directeur général des élections est chargé de veiller à l'application de la présente loi. ».

**2.** Les sections III et IV du chapitre I de cette loi, comprenant les articles 4 à 32, sont abrogées.

**3.** L'article 121 de cette loi, modifié par l'article 56 du chapitre 31 des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**121.** Les poursuites en vertu du présent chapitre sont prises suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) par le directeur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin. ».

**4.** Les articles 122, 123 et 124 de cette loi sont abrogés.

**5.** L'annexe A de cette loi est abrogée.

**6.** Les directives, les dossiers et les autres documents du directeur général du financement des partis politiques sont et ont toujours été les directives, les dossiers et les documents du directeur général des élections.

**7.** Les autorisations accordées avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) sont et ont toujours été accordées par le directeur général des élections suivant la Loi régissant le financement des partis politiques.

**8.** Les affaires pendantes chez le directeur général du financement des partis politiques le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) sont continuées et décidées par le directeur général des élections.

**9.** Le directeur général des élections est autorisé à employer tout document ou moyen d'identification déjà préparé par le directeur général du financement des partis politiques ou en son nom, jusqu'à ce qu'il soit en mesure de les remplacer par des documents ou moyens d'identification préparés par le directeur général des élections.

**10.** Les droits et obligations résultant de contrats passés par le directeur général du financement des partis politiques sont assumées par le directeur général des élections.

**11.** Les membres permanents du personnel du directeur général du financement des partis politiques le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) deviennent membres du personnel du directeur général des élections.

Toutefois, les membres permanents de ce personnel peuvent, pendant une période de 90 jours qui suit le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*), choisir de devenir membres permanents du personnel du directeur général des élections et de travailler à son bureau principal ou d'accepter une indemnité de départ déterminée par ce dernier. Le directeur général peut, à cette fin, réquérir l'expertise nécessaire et, après avoir versé les indemnités de départ, dépose un rapport à l'Assemblée nationale du Québec.

Pendant cette période, les membres permanents de ce personnel continuent d'être rémunérés selon les termes du contrat de travail qui les liaient au directeur général du financement des partis politiques le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) et le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics continue de leur être applicable. Ils continuent également de bénéficier des autres avantages qui étaient reliés à cet emploi.

Au terme de cette période, la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1) devient applicable sans autre formalité aux personnes qui auront choisi de devenir membres permanents du personnel du directeur général des élections et de travailler à son bureau principal; toutefois, ce dernier peut, en vertu de l'article 55, déterminer dans quelles mesures et selon quelles modalités doit s'effectuer la relocalisation et l'affectation de ce personnel.

## SECTION II

### LOI ÉLECTORALE

**12.** L'article 3 de la Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.1) est remplacé par le suivant:

« **3.** Le directeur général des élections n'a pas droit de vote.

Le directeur général, les juges des tribunaux judiciaires, le Protecteur du citoyen et les membres de la Commission de la représentation ne peuvent se livrer à un travail de nature partisane. ».

**13.** L'article 12 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **12.** Une personne qui a exercé la fonction de directeur général des élections ou de membre de la Commission de la représentation ne peut se porter candidate à une élection que si elle a cessé d'exercer cette fonction au moins trois mois avant la date où le gouvernement a ordonné une élection. ».

**14.** L'article 19 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **19.** Le directeur du scrutin fait parvenir à chaque habitation de sa circonscription électorale, au plus tard le vingt-deuxième jour précédant celui du scrutin, un avis indiquant le lieu, les dates et les heures du scrutin pour le vote par anticipation ainsi qu'un manuel préparé par le directeur général des élections. Ce manuel informe les citoyens sur le droit de vote, la liste électorale et sa révision, le financement des partis politiques et des candidats et les modalités de participation au scrutin. ».

**15.** L'article 182 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Cette personne remplit également les fonctions de président de la Commission de la représentation. ».

**16.** L'article 183 de cette loi est remplacé par les suivants:

« **183.** Le directeur général des élections a pour fonction de veiller à l'application de la présente loi, de la Loi sur les listes électorales (L.R.Q., chapitre L-4.1) et de la Loi régissant le financement des partis politiques.

À l'égard de ces lois, il peut procéder à l'étude et à l'évaluation des mécanismes électoraux, à des études sur le financement des partis politiques, ainsi qu'effectuer ou faire effectuer toute recherche qu'il juge utile.

« **183.1** En ce qui a trait à la Loi électorale et à la Loi sur les listes électorales, il doit notamment:

1° assurer la formation du personnel électoral et des officiers d'élection;

2° surveiller le déroulement du recensement, de la révision et du scrutin;

3° émettre des directives devant servir à l'application de ces lois;

4° recevoir les plaintes et faire enquête s'il le juge nécessaire.

« **183.2** En ce qui a trait à la Loi régissant le financement des partis politiques, il doit notamment:

1° autoriser les partis, les associations et les candidats indépendants;

2° vérifier si les partis, associations et candidats se conforment aux dispositions de cette loi;

3° établir le texte des formules et documents devant servir à l'application de cette loi;

4° émettre des directives sur la tenue de la comptabilité des partis, associations et candidats indépendants qu'il a autorisés;

5° recevoir et examiner les rapports du représentant officiel des partis, associations et candidats indépendants qu'il a autorisés;

6° enquêter sur la légalité des contributions et dépenses et sur toute autre question relative à l'application de cette loi.

« **183.3** En ce qui a trait à l'information du public, il doit notamment:

1° donner à quiconque en fait la demande des avis et des renseignements relatifs à l'application des lois dont il a la charge;

2° rendre accessible au public les renseignements, rapports ou documents relatifs à ces lois;

3° maintenir un centre d'information sur ces lois et sur la Loi sur la représentation électorale;

4° tenir régulièrement des séances d'information et des colloques à l'intention des partis politiques, des organismes régionaux et municipaux, ainsi que du public;

5° fournir, à la demande d'un parti politique, l'information nécessaire à la formation des représentants des candidats tout en permettant aux autres partis d'y déléguer des observateurs;

6° faire toute publicité qu'il juge nécessaire. ».

**17.** L'article 185 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **185.** Le directeur général peut, de sa propre initiative ou à la demande d'une personne, faire enquête sur l'application de la présente loi, de la Loi sur les listes électorales et de la Loi régissant le financement des partis politiques. ».

**18.** L'article 188 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **188.** Pour ses enquêtes, le directeur général ou toute personne qu'il désigne, est investi des pouvoirs et de l'immunité d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37). Toutefois, il ne peut punir une personne pour mépris de cour. ».

**19.** L'article 189 de cette loi est abrogé.

**20.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 190, du suivant:

« **190.1** Le directeur général peut nommer deux adjoints pour l'assister dans l'exécution de ses fonctions. Il détermine le niveau de leur emploi. Si la Loi sur la fonction publique n'est pas alors applicable à un adjoint, elle lui devient applicable sans autre formalité.

Il peut leur déléguer généralement ou spécialement l'exercice des pouvoirs et devoirs que lui attribue la présente loi, la Loi sur les listes électorales et la Loi régissant le financement des partis politiques. L'acte de délégation est publié à la *Gazette officielle du Québec*. ».

**21.** L'article 191 de cette loi est abrogé.

**22.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après le titre VIII, du suivant:

« TITRE VIII.1

« LE CONSEIL CONSULTATIF

« **215.1** Est institué un conseil consultatif sur l'administration de la présente loi, de la Loi sur les listes électorales et de la Loi régissant le financement des partis politiques.

« **215.2** Le conseil se compose du directeur général et de trois représentants de chacun des partis politiques autorisés représentés à l'Assemblée nationale du Québec.

Le chef de chacun des partis désigne les représentants du parti; au moins un doit être membre de l'Assemblée nationale du Québec.

« **215.3** Le conseil est présidé par le directeur général qui en dirige les activités et en coordonne les travaux.

« **215.4** Le quorum du conseil est la majorité des membres incluant le président.

« **215.5** Le président et les membres du conseil ne sont pas rémunérés.

Toutefois, ceux des membres qui ne sont pas membres de l'Assemblée nationale du Québec ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions et ils reçoivent une allocation de présence fixée par le gouvernement.

« **215.6** À la demande du président ou du tiers des membres, le conseil peut se réunir aussi souvent qu'il lui est nécessaire pour l'accomplissement de ses fonctions et attributions.

« **215.7** Le conseil a pour fonction de donner son avis sur toute question relative à la présente loi, la Loi sur les listes électorales et la Loi régissant le financement des partis politiques.

« **215.8** Le conseil peut rendre public le résultat de ses travaux.

« **215.9** Le directeur général consulte périodiquement le conseil quant à l'application de la présente loi, de la Loi sur les listes électorales et de la Loi régissant le financement des partis politiques.

« **215.10** Le directeur général soumet préalablement au conseil toute directive qu'il est autorisé à émettre en vertu de la Loi régissant le financement des partis politiques. ».

**23.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après le titre X, du suivant:

## « TITRE X.1

### « RAPPORT ANNUEL ET DISPOSITIONS FINANCIÈRES

#### « SECTION I

##### « SOMMES REQUISES

[[« **232.1** Les sommes requises pour l'application de la présente loi, de la Loi sur les listes électorales et de la Loi régissant le financement des partis politiques, ainsi que celles requises pour l'exercice des responsabilités que la Loi sur les élections dans certaines municipalités et la Loi sur la consultation populaire confient au directeur général, sont prises à même le fonds consolidé du revenu.]]

#### « SECTION II

##### « RAPPORT ANNUEL

« **232.2** Au plus tard le 30 septembre de chaque année, le directeur général remet au président de l'Assemblée nationale du Québec un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent.

Ce rapport doit notamment faire état des plaintes reçues et de leur traitement, de ses activités réalisées en ce qui concerne l'information et la formation et, s'il y a lieu, recommander de nouveaux mécanismes électoraux ou de nouvelles règles concernant le financement des partis politiques. Ce rapport doit également comprendre un rapport financier.

#### « SECTION III

##### « PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

« **232.3** Le directeur général prépare chaque année ses prévisions budgétaires qu'il remet au président de l'Assemblée nationale du Québec avant le 1<sup>er</sup> avril.

Lorsqu'en cours d'exercice, le directeur général prévoit devoir excéder ces prévisions budgétaires à des fins autres que celles visées dans l'article 232.6, il doit préparer des prévisions budgétaires supplémentaires qu'il remet au président de l'Assemblée.

« **232.4** L'Assemblée nationale du Québec confie à une commission parlementaire l'étude des prévisions budgétaires du directeur général et, le cas échéant, des prévisions budgétaires supplémentaires.

«**232.5** En vue de l'étude de ses prévisions budgétaires, le directeur général est tenu de fournir à la commission un rapport financier préliminaire de l'exercice précédent.

«**232.6** La commission peut également étudier les dépenses effectuées en vue d'un scrutin ou lors d'un scrutin et les dépenses effectuées pour tout mandat que lui a confié l'Assemblée nationale du Québec, et qui ne pouvaient faire l'objet de prévisions budgétaires lors de l'exercice précédent.

«**232.7** La commission approuve les prévisions budgétaires et dépose son rapport à l'Assemblée nationale du Québec. ».

**24.** L'article 313 de cette loi est abrogé.

## CHAPITRE II

### DISPOSITIONS CONCERNANT LA COMPOSITION ET L'ORGANISATION DE LA COMMISSION DE LA REPRÉSENTATION

**25.** L'article 1 de la Loi sur la représentation électorale (L.R.Q., chapitre R-24.1) est remplacé par le suivant:

«**1.** Est constituée en vertu de la présente loi la Commission de la représentation. ».

**26.** L'article 9 de cette loi est abrogé.

**27.** L'article 12 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe *b*.

**28.** Les sections II et III de cette loi, comprenant les articles 13 à 24, sont remplacées par ce qui suit:

#### « SECTION II

##### « LA COMPOSITION DE LA COMMISSION

«**13.** La Commission se compose du directeur général des élections qui en est le président et de deux autres membres choisis parmi les personnes qui ont, en vertu de l'article 2 de la Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.1), qualité d'électeur.

«**14.** Sur proposition du Premier ministre, l'Assemblée nationale du Québec nomme, par résolution approuvée par les deux tiers de ses membres, les autres membres de la Commission.

[[« **15.** Les membres de la Commission ont droit, pour chaque jour de séances tenues en vertu de la présente loi, à une rétribution égale à 1% du traitement minimum que reçoit annuellement un administrateur classe V. Le président de la Commission reçoit une rétribution annuelle égale à 25% de ce traitement minimum.

Le gouvernement détermine les allocations auxquels ont droit les membres en se basant sur celles accordées aux personnes occupant des fonctions analogues.]]

« **16.** Le mandat des autres membres de la Commission est de cinq ans.

À l'expiration de leur mandat, ces membres restent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

« **17.** Avant de commencer à exercer leurs fonctions, les autres membres de la Commission doivent prêter, devant le président de l'Assemblée nationale du Québec, les serments ou affirmations solennelles prévus par l'annexe A.

« **18.** Les autres membres de la Commission peuvent en tout temps démissionner en donnant un avis écrit au président de l'Assemblée nationale du Québec.

Ils ne peuvent être destitués que par une résolution de l'Assemblée nationale du Québec approuvée par les deux tiers de ses membres.

### « SECTION III

#### « L'ORGANISATION DE LA COMMISSION

« **19.** La Commission peut nommer un secrétaire et fixer son traitement ou son traitement additionnel dans le cas où la personne nommée est un fonctionnaire suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1). Elle peut également retenir les services de toute personne.

« **20.** Le secrétaire doit, avant de commencer à exercer ses fonctions, prêter devant le président de la Commission les serments ou affirmations solennelles prévus à l'annexe A.

« **21.** Le président dirige la Commission et il est responsable de son administration.

« **22.** Le directeur général des élections fournit à la Commission, dans l'accomplissement de ses fonctions, toute l'aide nécessaire, y compris l'apport de son personnel.

Le président surveille et dirige ce personnel.

La Commission n'a pas de personnel autre que celui que lui fournit le directeur général des élections.

«**23.** Le président est assisté d'un adjoint. Il le choisit et détermine son niveau d'emploi. Si la Loi sur la fonction publique n'est pas alors applicable à cet adjoint, elle lui devient applicable sans autre formalité.

«**24.** Les membres de la Commission, ainsi que le personnel mis à la disposition de cette dernière, ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'un acte officiel accompli par eux de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

«**24.1** Sont authentiques les procès-verbaux des séances approuvés par la Commission et certifiés conformes par le président ou le secrétaire. Il en est de même des documents ou des copies émanant de la Commission, lorsqu'ils sont signés par le président ou le secrétaire. ».

**29.** Les membres permanents du personnel qui sont à l'emploi de la Commission de la représentation le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) deviennent membres permanents du personnel du directeur général des élections; toutefois, le directeur général des élections peut, en vertu de l'article 55, déterminer dans quelles mesures et selon quelles modalités doit s'effectuer la mutation et l'affectation des membres de ce personnel.

**30.** Le directeur général de la représentation devient membre permanent du personnel du directeur général des élections. La Loi sur la fonction publique lui devient applicable sans autre formalité.

De plus, le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics est réputé lui avoir été applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1980.

## CHAPITRE III

### DISPOSITIONS CONCERNANT LA DIVISION DES DISTRICTS ÉLECTORAUX MUNICIPAUX

**31.** L'article 2 de la Loi sur les élections dans certaines municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.1) est modifié:

1<sup>o</sup> par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«d) «Commission»: la Commission de la représentation constituée par la Loi sur la représentation électorale (L.R.Q., chapitre R-24.1); »;

2° par le remplacement du paragraphe *g* par le suivant:

«g) «parti autorisé» ou «parti politique autorisé»: un parti qui détient une autorisation du directeur général des élections conformément à la présente partie; ».

**32.** Les articles 13.5 et 13.6 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**13.5.** Aux fins du présent chapitre, le président de la Commission coordonne et répartit le travail des membres de la Commission.

Les devoirs et responsabilités dévolus à la Commission peuvent être exercés par un ou plusieurs membres de la Commission que le président désigne à cette fin.

Dans le cas d'une municipalité qui a adopté un règlement en vertu de l'article 1.4, la Commission peut déléguer l'exercice de ses devoirs et responsabilités à une personne qu'elle désigne. L'acte de délégation est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

«[[**13.6** Les membres de la Commission ont droit, pour chaque jour de séances tenues en vertu de la présente loi, à une rétribution égale à 1% du traitement minimum que reçoit annuellement un administrateur classe V.

Le gouvernement détermine les allocations auxquelles ont droit les membres en se basant sur celles accordées aux personnes occupant des fonctions analogues. ».]]

**33.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 19, du suivant:

«**19.1** Le directeur général des élections peut déléguer généralement ou spécialement à une personne qu'il désigne l'exercice des pouvoirs que lui confère les articles 18 et 19. ».

**34.** L'article 34 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant:

«e) «directeur général»: le directeur général des élections; ».

**35.** L'article 34.1 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **34.1** Les articles 183.2, 183.3 et 185 à 188 de la Loi électorale s'appliquent au présent chapitre en y faisant les changements nécessaires.

« **34.2** Le directeur général peut déléguer généralement ou spécialement à une personne qu'il désigne l'exercice des pouvoirs et devoirs que lui confère le présent chapitre. L'acte de délégation est publié à la *Gazette officielle du Québec*..

Il peut également déléguer au président d'élection ou au greffier de la municipalité concernée l'exercice des pouvoirs et devoirs que lui confèrent les articles 43, 46 et 47. ».

**36.** L'article 57.1 de cette loi est abrogé.

**37.** L'article 75 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe *e*.

**38.** Les articles 122 et 122.1 de cette loi sont remplacés par les suivants:

« **122.** Le directeur général des élections et la Commission de la représentation doivent, au plus tard le 30 septembre de chaque année, remettre au président de l'Assemblée nationale du Québec un rapport de leurs activités respectives en vertu de la présente loi pour l'année précédente.

« **122.1** Le ministre des Affaires municipales est responsable de l'application de la présente loi, sauf en ce qui concerne les pouvoirs et responsabilités qu'elle confère ou impose au directeur général des élections et à la Commission de la représentation. ».

**39.** Cette loi est modifiée par le remplacement, partout où elles se trouvent et en y faisant les changements nécessaires dans les articles 1.4, 3, 3.9, 6, 7, 8, 9, 11, 13, 13.1, 13.2 et 13.4, des expressions « directeur général de la représentation », « directeur général » et « directeur » par le mot « Commission ».

**40.** Les actes faits par le directeur général de la représentation et le directeur général du financement des partis politiques en vertu de la Loi sur les élections dans certaines municipalités sont assumés respectivement par la Commission de la représentation et le directeur général des élections.

## CHAPITRE IV

## MODIFICATIONS DE CONCORDANCE

**41.** L'article 28 de la Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1), modifié par l'article 105 du chapitre 31 des lois de 1982, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *f* du premier alinéa par le suivant:

«*f*) les dépenses raisonnables ordinairement faites pour les fins de l'administration courante du bureau permanent d'un parti autorisé dans l'île de Montréal et la ville de Québec, si le chef de ce parti a, avant le septième jour qui suit la prise du décret, donné avis écrit au directeur général des élections de l'existence de ce bureau, de son adresse exacte et de tout changement d'adresse;»;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Aux fins du paragraphe *f* du premier alinéa, le bureau permanent d'un parti autorisé est le bureau où, en vue d'assurer la diffusion du programme politique de ce parti et de coordonner l'action politique de ses membres, travaillent en permanence, hors de la période référendaire, des employés du parti ou d'un organisme qui y est associé en vue de la réalisation de ses objets et que le chef du parti a reconnu à cette fin par lettre adressée au directeur général des élections avant le septième jour qui suit la prise du décret. ».

**42.** L'article 30 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Cet agent officiel est nommé par le président du comité national qui en informe le directeur général des élections. Celui-ci en donne alors avis à la *Gazette officielle*. ».

**43.** L'article 33 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Il est interdit à qui que ce soit de recevoir ou exécuter une commande de dépenses réglementées qui n'est pas faite ou autorisée par un tel agent officiel, adjoint, ou agent local ou en son nom par son agence de publicité reconnue par le directeur général des élections. ».

**44.** L'article 35 de cette loi, modifié par l'article 107 du chapitre 31 des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Ce nombre est établi par le directeur général des élections qui en dresse un certificat et en fait parvenir copie au président et à l'agent officiel de chaque comité national. ».

**45.** L'article 43 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Le directeur général des élections possède à l'égard des comités nationaux et de leurs agents des pouvoirs analogues à ceux que la Loi régissant le financement des partis politiques lui confère à l'égard des partis politiques, de leurs instances et de leurs représentants. ».

**46.** L'article 45 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**45.** Le directeur général des élections doit faire imprimer des versions spéciales de la Loi électorale, de la Loi sur les listes électorales et de la Loi régissant le financement des partis politiques en retranchant les articles qui n'apparaissent pas à l'appendice 2, en y incorporant les articles de ces lois qui apparaissent à cet appendice et en y effectuant les modifications indiquées à cet appendice. ».

**47.** L'article 46 de cette loi est abrogé.

**48.** L'article 47 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**47.** Le directeur général des élections, en outre des obligations prévues par l'article 45, doit effectuer, dans les versions des lois visées dans cet article, les concordances nécessitées par l'application de la présente loi. ».

**49.** L'article 19 de la section 1 de l'appendice 2 de cette loi est remplacé par le suivant:

«19 Remplacer, dans la septième ligne, les mots «partis politiques et des candidats» par les mots «comités nationaux» ».

**50.** Les articles 17 à 24 de la section 2 de l'appendice 2 de cette loi sont supprimés.

## CHAPITRE V

### DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

**51.** L'article 1 du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) est modifié par l'addition, après le sous-paragraphe 5<sup>o</sup> du paragraphe 1, du suivant:

« 6° un membre du personnel du directeur général des élections; ».

**52.** Les articles 205 et 206 de cette loi sont remplacés par les suivants:

« **205.** Le directeur général nomme un directeur du scrutin pour chaque circonscription électorale.

« **206.** La nomination d'un directeur du scrutin est faite après la tenue d'un concours public parmi les personnes ayant la qualité d'électeur et domiciliées dans la circonscription électorale ou dans une circonscription électorale contiguë en autant, dans ce dernier cas, que la personne soit en mesure d'exercer la fonction d'une façon satisfaisante comme si elle était domiciliée dans la circonscription électorale pour laquelle elle est nommée.

Ce concours doit être conçu de façon à permettre de juger impartialement la valeur des candidats.

La sélection est établie sur la base de critères de compétence et d'aptitudes et la nomination est faite selon l'ordre de mérite des candidats. ».

**53.** L'article 214 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **214.** Le directeur général peut destituer un directeur du scrutin qui néglige d'accomplir ses fonctions, qui se livre à un travail de nature partisane, qui n'a pas la qualité requise pour occuper la fonction ou qui ne respecte pas une des conditions d'exercice de la fonction. ».

**54.** L'article 2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) est modifié par la suppression du paragraphe 30° du premier alinéa.

**55.** Le directeur général des élections peut, jusqu'au 30 septembre 1983, à l'égard de tout le personnel dont il a besoin, incluant celui visé aux articles 11 et 27, exercer sans autre formalité que celle prévue par les normes et barèmes qu'il établit par règlement approuvé par le gouvernement, tous les pouvoirs accordés à un ministre titulaire, à un ministre responsable d'un organisme, à un sous-ministre ou à un dirigeant d'organisme en vertu de la Loi sur la fonction publique.

**56.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du Recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

**57.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toutes dates ultérieures fixées par proclamation du gouvernement.